



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



REVUE DE PRESSE SECTORIELLE

AGRICULTURE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE NEW DELHI

N° 1 Janvier 2022

En bref

- Le gouvernement annonce des subventions pour l'utilisation des drones en agriculture
- Une augmentation de frais d'enregistrement des pesticides proposée par le Central Insecticides Board and Registration Committee
- Le Central Pollution Control Board (CPCB) révisé ses directives pour les exploitations avicoles de plus de 5 000 volailles
- Le gouvernement vise une augmentation de 29 % de la superficie des cultures d'été
- La production du sucre pourrait augmenter d'environ 3% à 31,9 millions de tonnes au cours de la campagne de commercialisation 2021-22 (octobre à septembre)
- L'Inde devrait devenir le troisième plus grand consommateur d'éthanol au monde d'ici 2026 selon l'Agence internationale de l'énergie
- Changement de la politique de vente d'alcool dans le Maharashtra, le Madhya Pradesh et à Delhi
- Pernod Ricard envisage d'ouvrir ses propres points de vente de marque en Inde
- Les exportations agricoles de l'Inde en hausse
- L'Inde fait appel d'une décision d'OMC sur les mesures de soutien pour le sucre

Revue de presse

L'utilisation des drones dans l'agriculture promue en Inde

Pour promouvoir l'utilisation des drones dans l'agriculture, [le ministère de l'agriculture a décidé d'accorder une subvention de 40 à 100 % pour l'achat de drones](#) jusqu'en mars 2023. La subvention dépendra du type d'organisme d'exécution et la subvention à 100 % sera limitée aux seuls instituts de formation et d'essai de machines agricoles, aux instituts de recherche et aux universités agricoles pour la réalisation de démonstrations à grande échelle de cette technologie. Une dépense conditionnelle de 6000 INR (70€) par hectare sera fournie aux organismes d'exécution qui ne veulent pas acheter de drones mais qui loueront des drones pour des démonstrations. Les dépenses conditionnelles pour les organismes d'exécution qui achètent des drones pour les démonstrations seraient limitées à 3000 INR (35€) par hectare. Les utilisateurs des drones devront se conformer aux réglementations du ministère de l'aviation civile (MoCA) et du directeur général de l'aviation civile (DGCA).

Projet d'avis proposant une augmentation des frais d'enregistrement des pesticides

Le Central Insecticides Board and Registration Committee (CIB&RC) a publié un [projet d'avis](#) proposant une [augmentation des frais d'enregistrement des pesticides chimiques de 5 000 à 450 000 INR](#) (de 58€ à 5248€). Le CIB&RC a demandé aux parties prenantes de lui faire part de leurs commentaires sur cette proposition

d'augmentation avant le 2 février. Cette proposition fait suite à l'appel lancé par le Premier ministre aux agriculteurs pour qu'ils adoptent une " agriculture naturelle " et à la décision du cabinet d'inclure ce sujet dans le programme des universités agricoles. La révision proposée comprend l'augmentation des droits d'enregistrement pour l'importation technique (nouvelle molécule, nouvelle source), l'importation de formulation (nouvelle molécule, molécule enregistrée avec nouvelle formulation), la fabrication technique indigène, la fabrication indigène de formulation et l'importation technique. Pour l'enregistrement des biopesticides, les frais ont été doublés à 10 000 INR (116€). Cette proposition est censée promouvoir les biopesticides en Inde. Cependant, un grand fabricant a qualifié l'augmentation proposée d'injuste, car le gouvernement a prévu de contrôler les prix des pesticides dans le [projet de loi sur les pesticides](#).

Nouvelles directives pour les exploitations avicoles de plus de 5 000 volailles

Pour résoudre les problèmes environnementaux liés aux exploitations avicoles, le Central Pollution Control Board (CPCB) a révisé ses directives. À partir de janvier 2023, [les exploitations comptant plus de 5 000 volailles sur un même site devront obtenir l'autorisation de s'établir et de fonctionner](#) auprès du State Pollution Control Board (SPCB) ou du Pollution Control Committee (PCC). Actuellement, ces normes de consentement ne sont applicables qu'aux grandes exploitations de plus de 100 000 oiseaux. Selon les directives révisées, les nouvelles exploitations avicoles doivent être établies de préférence à 500 mètres des zones résidentielles et à 100

mètres des principaux plans d'eau. [Les nouvelles directives ont été contestées par certains](#), car elles devraient augmenter les coûts d'exploitation, notamment pour les petits agriculteurs du secteur non organisé.

Le gouvernement vise une augmentation de 29 % de la superficie des cultures d'été

Le gouvernement s'est fixé pour [objectif d'augmenter de 29 % les superficies consacrées aux cultures zaid ou semées en été \(à l'exclusion du paddy\), soit 5,27 millions d'hectares cette année](#). Les cultures *zaid* sont cultivées entre les cultures *rabi* (semées en hiver) et *kharif* (semées à la mousson). Sur les 5,27 millions d'hectares, 2,11 millions d'hectares seront consacrés aux légumineuses (principalement les haricots mungo), 1,38 million d'hectares aux oléagineux (arachide et sésame) et 1,79 million d'hectares aux céréales secondaires (dont le maïs sur 879 000 hectares). La superficie consacrée au paddy devrait se situer entre 3 et 4 millions d'hectares cette année. Le gouvernement s'est concentré sur l'augmentation de la production d'oléagineux et de légumineuses pour réduire les importations.

Entre-temps, [la superficie consacrée aux cultures d'hiver a atteint 66,46 millions d'hectares](#), soit 800 000 hectares de plus qu'à la période correspondante de l'année dernière. Le pays pourrait connaître une nouvelle année de récolte exceptionnelle si les conditions météorologiques restent favorables. Les récentes pluies dans le nord de l'Inde ont eu [un impact sur certaines cultures comme la moutarde](#), ce qui a entraîné une hausse des prix de l'huile de moutarde sur le marché intérieur.

La production du sucre estimée à augmenter d'environ 3% à 31,9 millions de tonnes

[La production de sucre en Inde devrait augmenter de 2,9 % pour atteindre 31,9 millions de tonnes](#) au cours de la campagne de commercialisation 2021-22 (octobre à septembre), selon la première estimation publiée par l'organisme commercial AISTA. Avec une production estimée à 31,9 millions de tonnes et un stock de 8,3 millions de tonnes dans les usines, la disponibilité totale de sucre dans le pays devrait être de 40,2 millions de tonnes, soit légèrement moins que l'année précédente. La consommation intérieure devrait augmenter de 27 millions de tonnes, contre 26,5 millions de tonnes l'année précédente. Les exportations devraient toutefois être inférieures à 6 millions de tonnes, contre 7,2 millions de tonnes l'année précédente.

Les estimations de 31,9 millions de tonnes de production de sucre ne tiennent pas compte du détournement du saccharose pour la production d'éthanol. On estime que 3,1 millions de tonnes de saccharose seront détournées au cours de la campagne de commercialisation actuelle pour la production d'éthanol à partir de mélasse *B-Heavy* et de jus de canne à sucre.

La production et consommation d'éthanol en hausse

Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), l'Inde devrait dépasser la Chine pour devenir [le troisième plus grand consommateur d'éthanol au monde d'ici 2026](#). La demande d'éthanol en Inde a triplé entre 2017 et 2021, la consommation devant atteindre 30 millions de litres en 2021. En 2017, le mélange d'éthanol avec l'essence était de 2 %, mais il a touché 8 % en 2021, ce

qui met le pays en bonne voie pour atteindre un mélange de 10 % en 2022. L'Inde a avancé son objectif de mélange de 20 % d'éthanol avec l'essence de 2030 à 2025, et vise à commencer à vendre des mélanges à 20 % en 2023.

En Inde, [85 % des approvisionnements en éthanol provenaient du secteur du sucre](#) et le reste des projets à base de céréales. Dans le secteur du sucre, la capacité estimée pour l'exercice 2020-21 s'élevait à 5190 millions de litres pour 239 unités. Environ 70-75 nouvelles unités d'une capacité estimée à environ 1880 millions de litres devraient être opérationnelles au cours de l'exercice 2021-22. Parallèlement, le gouvernement a récemment approuvé 196 projets de production d'éthanol à base de céréales (principalement du riz et du maïs) pour une capacité de 8590 millions de litres. Pour atteindre le mélange de 25 % avec l'essence d'ici 2024-25, le pays a besoin d'environ 12,880 Mds litres d'éthanol.

Changement de la politique de la vente d'alcool

Le gouvernement de Maharashtra a [autorisé la vente de vin dans les supermarchés et les épiceries de plus de 1000 pieds carrés](#). Les supermarchés pourront installer un rayon de 2,25 mètres carrés moyennant un droit de licence annuel de 5000 roupies. Cependant, l'exemption d'accise accordée au vin fabriqué dans l'État au cours des vingt dernières années cessera d'exister et un droit d'accise nominal de 10 roupies par litre de vin en vrac sera appliqué. Bien que certains supermarchés vendent du vin, ils doivent obtenir une licence de magasin de bière qui leur permet de vendre à la fois du vin et de la bière, mais qui entraîne des frais de licence élevés et variés.

Le Maharashtra possède une industrie vinicole en pleine expansion, avec de nombreux producteurs locaux. Les grands

groupes français Moët Hennessey et Pernod Ricard y produisent également. La nouvelle politique du "shelf in shop" devrait augmenter les ventes de vin de 20 à 30 % en raison de la facilité d'accès, en particulier pour les femmes, et contribuer à la valorisation de l'agriculture fruitière dans l'État. L'Inde consomme environ 4 millions de caisses de vin produit localement et importé (une caisse comprend 12 bouteilles de 750 ml chacune) et la part du Maharashtra est d'environ 40%. Cependant, l'Inde est à la traîne en matière de consommation de vin, la consommation par habitant étant estimée à un minuscule 10 ml, contre 4 litres en Chine.

Le [gouvernement du Madhya Pradesh a également autorisé la vente d'alcool dans tous les aéroports de l'État](#) et dans certains supermarchés de quatre grandes villes, moyennant un droit de licence fixe. Dans la politique d'accise 2022-23, il a également décidé de réduire de 20 % les prix de détail des alcools afin de les rendre abordables. En outre, le vin préparé à partir de raisins par les agriculteurs de l'État sera exempté de droits de douane dans le cadre de la nouvelle politique.

Le [gouvernement de Delhi, quant à lui, a réduit de 21 à 3 le nombre de jours secs](#), c'est-à-dire les jours où il est interdit de vendre de l'alcool. Les jours fériés, les jours d'élection et les anniversaires de personnalités importantes comme Mahatama Gandhi sont généralement annoncés comme des jours secs par les gouvernements des États. Le raisonnement découle de lois archaïques et d'une mentalité qui associe la consommation d'alcool à des problèmes de maintien de l'ordre.

Pernod Ricard envisage d'ouvrir ses propres points de vente de marque en Inde

[Pernod Ricard envisage d'ouvrir ses propres points de vente de marque en Inde](#) pour présenter sa gamme de spiritueux et d'y implanter ses célèbres bars de marque. La société étudie ces options afin d'avoir un accès direct aux clients. Pernod Ricard fait également venir en Inde sa branche de capital-risque basée à San Francisco, Convivialite Ventures, pour explorer les possibilités de création de start-up.

Les exportations agricoles de l'Inde en hausse

Les [exportations agricoles de l'Inde devraient atteindre le chiffre record de 50 milliards de dollars pour l'exercice 2021-22](#), grâce à une forte croissance des expéditions de riz et de produits de la mer, de viande et de volaille. Au cours de l'exercice 2020-21, l'Inde avait exporté des produits agricoles pour une valeur de 41,25 milliards de dollars, soit une hausse de 17 % par rapport aux 35,16 milliards de dollars de 2019-20.

L'Inde a connu une récolte exceptionnelle de blé et de riz au cours de la dernière saison et l'exportation de riz devrait toucher 21-22 millions de tonnes, évaluées à 9,5 milliards de dollars, représentant environ la moitié du marché mondial des exportations de riz. Sur ce total, les expéditions de riz non basmati devraient atteindre 5,8 milliards de dollars. Toutefois, [une pénurie de trains de marchandises en janvier pourrait menacer de ralentir les exportations de riz](#) de l'Inde. Les exportations de [blé devraient atteindre un niveau record de 6,5 à 7 millions de tonnes](#) grâce à la bonne demande des pays d'Asie du Sud et d'Asie du Sud-Est. Les

expéditions à l'étranger de viande, de produits laitiers et de volaille pourraient augmenter de 10 % au cours de cet exercice.

Cependant, l'objectif de 7,8 milliards de dollars [d'exportations de produits de la mer de l'Inde en 2021-22, semble difficile](#) à atteindre car l'augmentation des cas du Covid-19 a entraîné une baisse de la demande des marchés européens et britanniques. La Chine, l'un des bons marchés pour les produits de la mer indiens, ne semble pas non plus prometteuse car les Chinois continuent de suspendre les usines indiennes en raison de la présence présumée d'acide nucléique Covid sur les matériaux d'emballage. Les responsables de la Marine Products Exports Development Authority (MPEDA) ont souligné que 69 % de l'objectif d'exportation de 5,3 milliards de dollars avait été atteint en novembre 2021, malgré les problèmes de Covid et de logistique. Le solde des exportations, soit 2,4 milliards de dollars, doit être réalisé d'ici mars 2022.

L'Agricultural and Processed Food Products Export Development Authority (APEDA) a travaillé avec les agriculteurs et les gouvernements des États pour [assurer une chaîne d'approvisionnement crédible en miel pour l'exportation vers l'Europe et d'autres pays](#). L'APEDA a facilité l'accès des producteurs de miel à l'aide gouvernementale dans le cadre de différents programmes, à la certification de la qualité et aux tests de laboratoire. L'Inde renégocie également la structure des droits de douane imposés par divers pays afin de stimuler les exportations de miel. L'Inde a exporté 59 999 tonnes de miel naturel pour une valeur de 96,77 millions de dollars en 2020-21, dont la part des États-Unis était de 44 881 tonnes, soit 74,8 %. L'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, le

Bangladesh et le Canada sont les autres principales destinations.

L'Inde fait appel d'une décision d'OMC sur les mesures de soutien pour le sucre

L'Inde a fait appel d'une décision du groupe spécial de règlement des différends commerciaux de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui a jugé que les [mesures de soutien interne du pays pour le sucre et la canne à sucre étaient incompatibles avec les normes commerciales mondiales](#). L'affaire a été portée par le Brésil, l'Australie et le Guatemala contre l'Inde en 2019 et, le 14 décembre 2021, le groupe spécial a recommandé à l'Inde, dans sa décision, de retirer ses subventions prétendument interdites dans le cadre des régimes d'aide à la production, de stock tampon et de commercialisation et de transport dans les 120 jours suivant l'adoption du rapport. L'Inde a déclaré que le groupe spécial avait commis "certaines erreurs de droit" dans son rapport. Cependant, [l'Australie a déclaré qu'elle avait l'intention de s'opposer à l'appel](#) car elle considère que le groupe spécial a eu raison dans ses conclusions.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international